

No. 35957

**Belgium
and
Russian Federation**

Treaty of harmony and cooperation between the Kingdom of Belgium and the Russian Federation. Brussels, 8 December 1993

Entry into force: 22 January 1998 by notification, in accordance with article 16

Authentic texts: French, Dutch, German and Russian

Registration with the Secretariat of the United Nations: Belgium, 27 August 1999

**Belgique
et
Fédération de Russie**

Traité d'entente et de coopération entre le Royaume de Belgique et la Fédération de Russie. Bruxelles, 8 décembre 1993

Entrée en vigueur : 22 janvier 1998 par notification, conformément à l'article 16

Textes authentiques : français, néerlandais, allemand et russe

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Belgique, 27 août 1999

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

TRAITÉ D'ENTENTE ET DE COOPÉRATION ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Le Royaume de Belgique et la Fédération de Russie,

Ci-après appelés les Parties contractantes

S'appuyant sur les liens d'amitié et de coopération entre leurs peuples, la confiance mutuelle et l'attachement aux valeurs communes de la liberté, de la démocratie, de la justice et de la solidarité;

Constatant que la Fédération de Russie est l'Etat continuateur de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques;

Considérant que les changements historiques en cours en Europe ont ouvert des perspectives d'établissement d'un ordre de paix juste et durable sur le continent européen fondé sur le respect du droit international, de la Charte des Nations Unies, des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à l'Acte Final de Helsinki, à la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, au Document de Helsinki de 1992 "Les défis du changement" et aux autres documents de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) et leur mise en oeuvre;

Mettant en évidence la nécessité de sécurité et de stabilité dans la construction d'une nouvelle Europe et désireux d'y contribuer;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Les Parties contractantes décident de conférer à leurs relations bilatérales une qualité nouvelle d'entente et de partenariat.

Les Parties contractantes développent leurs relations en tant qu'Etats amis sur la base de l'égalité en droits, du respect de la souveraineté et de l'indépendance politique des deux Etats, de l'attachement réciproque aux principes de liberté, de démocratie, de primauté de la loi et des droits de l'homme, ainsi que de fidélité à la lettre et à l'esprit de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, du Document de Helsinki de 1992 "Les Défis du changement" et des autres documents de la CSCE.

Cette nouvelle qualité d'entente et de partenariat issue de la volonté des Parties contractantes de surmonter les conséquences de la division de l'Europe en blocs opposés, se traduit dans tous les domaines des relations bilatérales.

Article 2

Les Parties contractantes contribuent par tous les moyens à leur disposition au renforcement de l'autorité, du rôle et de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au plein respect de la Charte des Nations Unies par tous les Etats membres.

Les Parties contractantes confirment leur attachement sans réserve aux principes du règlement pacifique des différends contenus dans la Charte des Nations Unies.

Les Parties contractantes coopèrent activement au développement d'une action efficace en matière de diplomatie préventive.

Article 3

Les Parties contractantes confirment le rôle déterminant que peut jouer la CSCE pour développer la stabilité et la Sécurité en Europe et soulignent l'importance fondamentale des dispositions de l'Acte Final de Helsinki, de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, du Document de Helsinki 1992 "Les défis du changement" et des autres documents de la CSCE.

Les Parties contractantes favorisent le renforcement de la CSCE en vue de garantir le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit et de prévenir et régler les différends par des moyens pacifiques.

Les Parties contractantes attachent une importance particulière au renforcement de la capacité d'action de la CSCE dans les domaines de la diplomatie préventive et de la gestion des conflits.

Article 4

Les Parties contractantes conviennent que la sécurité et la stabilité doivent se fonder sur le dialogue, le partenariat et la coopération ainsi que sur la réalisation en pratique du principe d'une défense suffisante.

Elles estiment qu'un ordre de paix en Europe présuppose, partant du respect des accords conclus, la mise en oeuvre complète du Traité FCE, la poursuite des efforts de réduction et de maîtrise des forces armées et des armements, le développement de mesures de confiance visant à garantir la sécurité et la stabilité sur le continent, ainsi que la non-prolifération des armes de destruction massive.

Les parties contractantes réaffirment leur attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968, aux directives définies par le groupe des fournisseurs nucléaires, à la Convention sur les armes biologiques et toxiques de 1972 et à la Convention sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques de 1993, et prennent les mesures nécessaires pour exclure le transfert vers d'autres pays de matières, de technologies ou équipements d'armes nucléaires ou autres types d'armes de destruction massive dans ces pays.

Article 5

Les Parties contractantes reconnaissent le rôle important de l'Union européenne ainsi que la contribution considérable des organisations économiques et financières internationales dans le développement équilibré de l'économie mondiale et dans le développement politique et économique en Europe.

Les Parties contractantes considèrent que le succès des réformes, le passage à l'économie de marché et l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale sont favorisés par son

rapprochement avec l'union européenne, notamment par la conclusion entre celle-ci et la Russie des accords appropriés, comme un accord de partenariat et de coopération.

Les Parties contractantes soutiennent les efforts de coopération qui se déroulent dans le cadre du Conseil de l'Europe. Elles reconnaissent notamment l'importance des programmes visant le développement du droit et le renforcement des institutions démocratiques.

Article 6

Les Parties contractantes intensifient les rencontres bilatérales à un niveau approprié, tant au niveau politique que d'experts techniques, nonobstant les contacts réguliers lors des multiples rencontres au niveau multilatéral et dans le cadre de l'Union européenne. Ces rencontres portent sur toutes les questions d'intérêt commun.

Les Parties contractantes favorisent des consultations régulières sur les thèmes d'actualité au niveau du Ministère des Affaires Etrangères.

Article 7

Les Parties contractantes reconnaissent l'importance du développement de contacts et d'échanges d'informations dans le domaine militaire. Dans ce contexte, Elles envisagent des visites de délégations militaires à différents niveaux et des échanges de vue.

Elles établissent, à cette fin, des programmes bilatéraux de contacts militaires.

Article 8

Les Parties contractantes coopèrent dans le domaine humanitaire en attribuant une importance primordiale au respect des normes universellement reconnues de la démocratie et des droits de l'homme, notamment pour faciliter l'activité des organisations caritatives. Elles passent, le cas échéant, des arrangements administratifs avec les autorités locales pour faciliter les actions dans les situations d'urgence.

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer dans les enquêtes concernant leurs ressortissants qui, suite à diverses circonstances, se sont trouvés sur le territoire de l'autre Partie contractante ou bien y sont portés disparus. Dans ce cadre, Elles s'engagent à conclure un accord pour permettre aux chercheurs de l'autre Partie l'accès aux archives où pourraient se trouver des informations concernant le sort des ressortissants susmentionnés.

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer dans le domaine de la restitution des archives.

Article 9

Les Parties contractantes estiment que les domaines tels que la culture, l'enseignement, la formation professionnelle, la santé et la recherche scientifique, constituent l'un des axes importants de leur coopération.

Dans ces domaines, où les communautés et les Régions du Royaume de Belgique exercent leurs compétences, la Fédération de Russie est prête à passer avec les Autorités préci-

tées des Accords appropriés, conformément aux prescrits constitutionnels et légaux en vigueur dans les deux pays.

Article 10

Les Parties contractantes soulignent l'importance d'une meilleure connaissance de leurs systèmes judiciaires respectifs.

Elles favorisent la coopération entre les institutions de justice et les organismes d'ordre public des deux Etats, y compris l'entraide judiciaire en matière civile et pénale et la coopération dans la lutte contre la criminalité, le trafic illégal de stupéfiants et des substances psychotropes, les actes terroristes d'ordre international et la contrebande, y compris les transferts transfrontaliers illicites de biens culturels.

La Partie belge considère favorablement l'intention de la Fédération de Russie d'adhérer aux accords conclus par les Etats membres du Conseil de l'Europe sur la coopération dans le domaine de la lutte contre la criminalité, et y apportera son concours.

Article 11

Sans préjudice des compétences relevant des Communautés et Régions du Royaume de Belgique et des Entités constitutives de la Fédération de Russie en matière de coopération internationale, les Parties contractantes favorisent l'approfondissement de la coopération réciproque dans les domaines de l'économie, de l'énergie, des transports, des télécommunications, des finances et de l'agriculture, en attachant une importance particulière au développement des programmes de perfectionnement des cadres des entreprises et des organismes financiers.

De nouveaux programmes de coopération sont élaborés pour autant que de besoin par les autorités compétentes des Parties contractantes, particulièrement dans les secteurs de l'agro-industrie, de la privatisation, des services financiers et bancaires, des circuits de distribution, des télécommunications, de l'informatique, des transports, de l'énergie et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, notamment la sûreté nucléaire et le recyclage de matières fissiles militaires à des fins civiles.

Dans ce contexte, les Parties contractantes conviennent que les activités de la Commission mixte sur la coopération économique entre la Fédération de Russie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) devront être adaptées à la nouvelle situation résultant de la transition de la Fédération de Russie vers une économie de marché.

Les Parties contractantes contribuent à la création de conditions favorables à l'établissement de contacts directs et aux activités des entreprises et d'autres personnes morales, à l'encouragement et à la protection des investissements, et à la promotion des échanges d'informations économiques.

Elles s'engagent à actualiser et à rendre efficace les instruments juridiques existants et à en créer de nouveaux qui soient adaptés à la nouvelle situation économique et juridique dans la Fédération de Russie.

Article 12

Les autorités compétentes des Parties contractantes s'efforcent d'élargir et d'approfondir la coopération dans le domaine scientifique, technique, spatial et dans le domaine de la protection de l'environnement en vue d'utiliser les acquis de la science et de la technologie modernes à des fins pacifiques. Elles encouragent les échanges scientifiques et la réalisation de projets conjoints.

Article 13

Les Parties contractantes s'engagent à mener des consultations sur les contentieux qui pourraient être soulevés par chaque Partie contractante, relatifs aux aspects financiers et matériels des biens et intérêts des personnes physiques et morales des deux pays.

Article 14

Les Parties contractantes assurent sur la base de la réciprocité les conditions pour les activités normales des représentations diplomatiques et consulaires et autres missions officielles de l'autre Partie.

Souhaitant concrétiser les engagements de la CSCE en matière de liberté de déplacement et de voyages pour tous les citoyens des Parties contractantes sur leurs territoires, Elles s'engagent à prendre en compte ces engagements pour conclure les conventions bilatérales nécessaires à ces fins dans le respect des accords internationaux qui lient déjà chacune des Parties en la matière.

Article 15

Le présent Traité ne modifie en rien les engagements qui lient les Parties contractantes en vertu des autres Traité auxquels Elles sont parties. Il n'affecte en rien les engagements des Parties contractantes à l'égard des pays tiers et n'est dirigé contre aucun d'entre eux.

Article 16

Chacune des Parties contractantes notifie à l'autre Partie contractante l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Traité. Le présent Traité entre en vigueur 30 jours après la date de réception de la dernière notification.

Le présent Traité est conclu pour une durée de cinq ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de deux ans en deux ans, sauf si l'Une des Parties contractantes notifie à l'autre, par écrit et avec un préavis de six mois avant l'écoulement de la période de validité en cours, Sa décision de dénoncer le Traité.

Fait à Bruxelles, le 8 décembre 1993, en deux originaux en langues française, néerlandaise, russe et allemande, les quatre textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique :
Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Pour la Fédération de Russie :
Le Président,
B. ELTSINE

Pour le Gouvernement Régional Wallon :
Le Ministre-Président, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Pour le Gouvernement Flamand :
Le Ministre-Président et Ministre chargé de l'Economie, des P.M.E., de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures,
L. VAN DEN BRANDE

Pour le Gouvernement de la Communauté Germanophone :
Le Ministre Président et Ministre communautaire des Finances, des Relations internationales, de la Santé et de la Famille, du Sport et du Tourisme,
J. MARAITE

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale :
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté Française :
Le Ministre-Présidente, chargé de la Santé, des Affaires sociales et du Tourisme,
L. ONKELINX

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

VERDRAG
INZAKE VERSTANDHOUDING EN SAMENWERKING
TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE
EN
DE RUSSISCHE FEDERATIE

Het Koninkrijk België

en

De Russische Federatie,

hierna te noemen de Verdragsluitende Partijen ;

Zich beroepend op de banden van vriendschap en samenwerking tussen hun volkeren, op het wederzijds vertrouwen en de gehechtheid aan de gemeenschappelijke waarden van vrijheid, democratie, rechtvaardigheid en solidariteit ;

Aangezien de Russische Federatie de voortzettingsstaat is van de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken ;

Overwegende dat de in Europa aan de gang zijnde historische veranderingen uitzicht bieden om op het Europese continent een toestand van rechtvaardige en duurzame vrede te vestigen gebaseerd op de eerbiediging van het internationaal recht, van het Handvest van de Verenigde Naties, van de rechten en fundamentele vrijheden van de mens conform de Slotakte van Helsinki, het Handvest van Parijs voor een nieuw Europa, het Document van Helsinki van 1992 "De uitdagingen van een tijdperk van omwentelingen" en de andere documenten van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa (CVSE) en de uitvoering ervan ;

Wijzend op de noodzaak van veiligheid en stabiliteit in de opbouw van een nieuw Europa en geleid door de wens daartoe bij te dragen ;

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

De Verdragsluitende Partijen besluiten aan hun bilaterale betrekkingen een nieuwe dimensie van verstandhouding en partnerschap te verlenen.

De Verdragsluitende Partijen ontwikkelen hun betrekkingen als bevriende Staten, op basis van gelijkheid in rechten, eerbied voor de soevereiniteit en de politieke onafhankelijkheid van beide Staten, de gemeenschappelijke gehechtheid aan de beginselen van vrijheid, democratie, voorrang van de wet en de mensenrechten, evenals op basis van trouw aan de letter en de geest van het Handvest van Parijs voor een nieuw Europa, van het Document van Helsinki van 1992 "De uitdagingen van een tijdperk van omwentelingen" en van de andere documenten van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa.

Deze nieuwe dimensie van verstandhouding en partnerschap, ontstaan uit de wil van de Verdragsluitende Partijen om de gevolgen van de verdeling van Europa in tegengestelde blokken te overstijgen, is terug te vinden in alle gebieden van de bilaterale betrekkingen.

Artikel 2

De Verdragsluitende Partijen dragen, met alle middelen die tot hun beschikking staan, bij tot de versterking van het gezag, de rol en de doeltreffendheid van de Organisatie van de Verenigde Naties, evenals tot de volledige eerbiediging van het Handvest van de Verenigde Naties door alle Lidstaten.

De Verdragsluitende Partijen bevestigen hun onvoorwaardelijke gehechtheid aan het beginsel van de vreedzame oplossing van geschillen, zoals vervat in het Handvest van de Verenigde Naties.

De Verdragsluitende Partijen werken actief samen aan de ontwikkeling van een doeltreffend optreden inzake preventieve diplomatie.

Artikel 3

De Verdragsluitende Partijen bevestigen de beslissende rol die de CVSE kan vervullen bij de ontwikkeling van de stabiliteit en de veiligheid in Europa en onderstrepen het fundamenteel belang van de bepalingen van de Slotakte van Helsinki, het Handvest van Parijs voor een nieuw Europa, het Document van Helsinki van 1992 "De uitdagingen van een tijdperk van omwentelingen" en van de andere documenten van de CVSE.

De Verdragsluitende Partijen steunen de versterking van de CVSE ten einde de eerbiediging van de rechten van de mens, de democratie en de rechtsstaat te waarborgen en op een vreedzame manier de geschillen te voorkomen en te regelen.

De Verdragsluitende Partijen hechten in het bijzonder belang aan de versterking van de handelsbekwaamheid van de CVSE op het gebied van de preventieve diplomatie en de conflictbeheersing.

Artikel 4

De Verdragsluitende Partijen zijn het erover eens dat veiligheid en stabiliteit moeten steunen op dialoog, partnerschap en samenwerking, evenals op de verwezenlijking in de praktijk van het beginsel van toereikende verdediging.

Zij zijn van oordeel dat de tenuitvoerlegging van het CSE-Verdrag de voor gezette inspanningen met het oog op de vermindering en de beheersing van strijdkrachten en bewapening, de ontwikkeling van vertrouwen bevorderende maatregelen gericht op het waarborgen van de veiligheid en de stabiliteit op het continent en de non-proliferatie van massavernietigingswapens ten grondslag dienen te liggen aan een veredesorde in Europa, waarbij wordt uitgegaan van de naleving van de gesloten overeenkomsten.

De Verdragsluitende Partijen herbevestigen hun gehechtheid aan het Verdrag van 1968 over de non-proliferatie van kernwapens, aan de richtlijnen geformuleerd door de groep van de leveranciers van splitstoffen, aan het Verdrag van 1972 inzake biologische en giftige wapens en aan het Verdrag van 1993 inzake het verbod op en de vernietiging van chemische wapens en treffen de nodige maatregelen om de overdracht van grondstoffen, technologieën of uitrusting voor kernwapens of andere massavernietigingswapens naar andere landen te beletten.

Artikel 5

De Verdragsluitende Partijen erkennen de belangrijke rol van de Europese Unie, alsook de aanzienlijke bijdrage van de internationale economische en financiële organisaties tot de evenwichtige ontwikkeling van de wereldeconomie en tot de politieke en economische ontwikkeling in Europa.

De Verdragsluitende Partijen zijn van oordeel dat het succes van de hervormingen, de overgang naar de markteconomie en de integratie van Rusland binnen de wereldeconomie bevorderd worden door de toenadering tot de Europese Unie, met name via de ondertekening door Rusland en de Europese Unie van aangepaste overeenkomsten, zoals een partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst.

De Verdragsluitende Partijen ondersteunen de samenwerkingsinspanningen die worden geleverd in het kader van de Raad van Europa. Zij erkennen met name het belang van de programma's die de ontwikkeling van het recht en de versterking van de democratische instellingen nastreven.

Artikel 6

De Verdragsluitende Partijen breiden de bilaterale ontmoetingen op een passend niveau uit, zowel op politiek gebied als tussen technisch deskundigen, los van de regelmatige contacten tijdens de talrijke ontmoetingen op multilateraal niveau en in het kader van de Europese Unie. Deze ontmoetingen betreffen alle aangelegenheden van gemeenschappelijk belang.

De Verdragsluitende Partijen bevorderen het gereeld overleg omtrent actuele thema's op het niveau van de respectieve Ministeries van Buitenlandse Zaken.

Artikel 7

De Verdragsluitende Partijen erkennen het belang van de ontwikkeling van contacten en de uitwisseling van informatie op militair gebied. In dat verband denken de Verdragsluitende Partijen aan bezoeken van militaire delegaties op verschillende niveaus en aan de uitwisseling van standpunten.

Daartoe stellen de Verdragsluitende Partijen bilaterale programma's op voor militaire contacten.

Artikel 8

De Verdragsluitende Partijen werken samen op humanitair gebied en hechten hierbij het grootste belang aan de eerbied voor de universeel erkende normen van de democratie en de rechten van de mens, met name om de activiteiten van liefdadigheidsorganisaties te vergemakkelijken. In voorkomende gevallen sluiten de Verdragsluitende Partijen administratieve overeenkomsten met de plaatselijke overheden ten einde het optreden in geval van een noodtoestand te vergemakkelijken.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in de onderzoeken met betrekking tot hun onderdanen die zich, tengevolge van diverse omstandigheden, op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij bevonden of vermist worden. Tegen deze achtergrond verbinden de Verdragsluitende Partijen zich ertoe een overeenkomst te sluiten die de onderzoekers van de andere Partij toegang moet verlenen tot de archieven waarin zich gegevens betreffende het lot van bovengenoemde onderdanen zouden kunnen bevinden.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken op het gebied van de teruggave van archieven.

Artikel 9

De Verdragsluitende Partijen zijn van oordeel dat gebieden zoals cultuur, onderwijs, beroepsopleiding, gezondheid en wetenschappelijk onderzoek belangrijke onderdelen van hun samenwerking zijn.

In deze gebieden, die tot de bevoegdheden behoren van de Gemeenschappen en Gewesten van het Koninkrijk België, is de Russische Federatie bereid met vooroemde overheden passende overeenkomsten te sluiten, conform de in beide landen geldende grondwettelijke en wettelijke voorschriften.

Artikel 10

De Verdragsluitende Partijen onderstrepen het belang van een betere kennis van elkaars rechtssysteem.

De Verdragsluitende Partijen bevorderen de samenwerking tussen de rechtsinstellingen en de openbare instellingen van beide Staten, met inbegrip van de rechtshulp in burgerlijke en strafzaken, en de samenwerking in de strijd tegen de misdaad, de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen, daden van internationaal terrorisme en smokkel, evenals tegen de grensoverschrijdende sluikhandel in culturele goederen.

De Belgische partij waardeert het voornemen van de Russische Federatie om toe te treden tot de overeenkomsten tussen de Lidstaten van de Raad van Europa inzake de samenwerking op het gebied van misdaadbestrijding en steunt deze toetreding.

Artikel 11

Onverminderd de bevoegdheden van de Gemeenschappen en Gewesten van het Koninkrijk België en van de samenstellende entiteiten van de Russische Federatie inzake internationale samenwerking, bevorderen de Verdragsluitende Partijen de verdieping van de wederzijdse samenwerking op het gebied van economie, energie, transport, telecom-

municatie, financiën en landbouw, met bijzondere aandacht voor de ontwikkeling van vervolmakingsprogramma's voor kaderpersoneel van ondernemingen en financiële instellingen.

Nieuwe samenwerkingsprogramma's worden indien nodig uitgewerkt door de bevoegde overheden van de Verdragsluitende Partijen, in het bijzonder inzake agro-industrie, privatisering, financiële diensten en door banken verrichte diensten, distributienetwerken, telecommunicatie, informatica, transport, energie, het vreedzaam gebruik van kernenergie, met name kernveiligheid en het herwinnen van voor militaire doeleinden gebruikte splitstoffen voor burgerlijke toepassingen.

In dit verband komen de Verdragsluitende Partijen overeen dat de werkzaamheden van de Gemengde Commissie voor economische samenwerking tussen de Russische Federatie en de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (BLEU) aangepast moeten worden aan de nieuwe toestand die ingevolge de overschakeling van de Russische Federatie naar een markteconomie is ontstaan.

De Verdragsluitende Partijen dragen bij tot het scheppen van gunstige omstandigheden voor het aanknopen van rechtstreekse contacten en voor de activiteiten van ondernemingen en andere rechtspersonen, de bevordering en de bescherming van investeringen, en het bevorderen van de uitwisseling van economische informatie.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe het bestaande juridisch instrumentarium bij te werken en doeltreffender te maken, en nieuwe instrumenten in het leven te roepen, aangepast aan de nieuwe economische en juridische toestand in de Russische Federatie.

Artikel 12

De bevoegde overheden van de Verdragsluitende Partijen streven ernaar de samenwerking op het gebied van wetenschap, techniek, ruimtevaart, en milieubescherming uit te breiden en te verdiepen, met het oog op de vreedzame toepassing van de verworvenheden van de moderne wetenschap en technologie. De Verdragsluitende Partijen bevorderen de wetenschappelijke uitwisselingen en de uitvoering van gemeenschappelijke projecten.

Artikel 13

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe om overleg te plegen over de geschillen die door elke Verdragsluitende Partij zouden kunnen worden opgeworpen met betrekking tot de financiële en materiële aspecten van de bezittingen en belangen van de natuurlijke personen en rechtspersonen van beide landen.

Artikel 14

De Verdragsluitende Partijen scheppen op grond van wederkerigheid de voorwaarden voor de normale activiteiten van diplomatische en consulaire vertegenwoordigingen en andere officiële zendingen van de andere Partij.

Met de bedoeling de verbintenissen van de CVSE inzake de vrijheid van beweging en reizen voor alle burgers van de Verdragsluitende Partijen over hun grondgebied gestalte te geven, verbinden de Verdragsluitende Partijen zich ertoe met deze verbintenissen rekening te houden en de nodige bilaterale overeenkomsten te sluiten, met naleving van de internationale overeenkomsten die elk van de Partijen ter zake reeds binden.

Artikel 15

Dit Verdrag wijzigt geenszins de verbintenissen welke de Verdragsluitende Partijen hebben uit hoofde van andere verdragen waarbij zij eveneens partij zijn. Het doet geen afbreuk aan de verbintenissen van de Verdragsluitende Partijen tegenover derde landen en is niet tegen zodanige landen gericht.

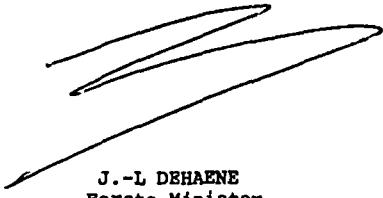
Artikel 16

Elk van de Verdragsluitende Partijen stelt de andere Partij ervan in kennis dat aan de wettelijke procedures voor de inwerkingtreding van dit Verdrag is voldaan. Dit Verdrag treedt in werking 30 dagen na ontvangst van de laatste kennisgeving.

Dit Verdrag wordt voor een periode van 5 jaar gesloten. Het wordt stilzwijgend verlengd met periodes van twee jaar, tenzij een van de Verdragsluitende Partijen de andere schriftelijk zes maanden voor het einde van de lopende geldigheidsperiode, kennis geeft van haar voornemen het Verdrag op te zeggen.

GEDAAN te Brussel, op 8 december 1993, in twee originelen in de Nederlandse, Franse, Russische en Duitse taal, zijnde de vier teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIE :



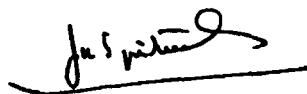
J.-L. DEHAENE
Eerste Minister

VOOR DE RUSSISCHE FEDERATIE :



B. JELTSIN
President

VOOR DE REGERING VAN HET WAALSE GEWEST :



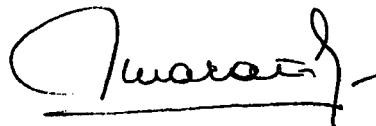
G. SPITAELS,
Minister-Voorzitter,
belast met Economie, K.M.O. en
Externe Betrekkingen

VOOR DE VLAAMSE REGERING :



L. VAN DEN BRANDE,
Minister-President
en Vlaamse Minister van Economie,
K.M.O., Wetenschapsbeleid, Energie
en Externe Betrekkingen

VOOR DE REGERING VAN
DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP :



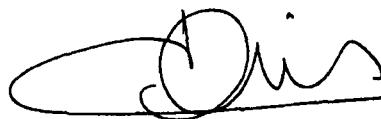
J. MARAITE,
Minister-Voorzitter
en Gemeenschapsminister
van Financiën, Internationale Betrekkingen,
Gezondheid, Gezin, Sport en Toerisme

VOOR DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE
REGERING :



J. CHABERT,
Minister van Financiën,
Begroting, Openbaar Ambt en Externe
Betrekkingen

VOOR DE REGERING VAN DE FRANSE
GEMEENSCHAP :



L. ONKELINX,
Minister-Voorzitster,
belast met Gezondheid, Sociale Zaken
en Toerisme

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

VERTRAG
ÜBER DIE VERSTÄNDIGUNG UND DIE ZUSAMMENARBEIT
ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH BELGIEN
UND DER RUSSISCHEN FÖDERATION

Das Königreich Belgien

und

Die Russische Föderation,

im Nachfolgenden die Vertragsparteien genannt,

Gestützt auf die Freundschafts- und Zusammenarbeitsbande zwischen ihren Völkern, das gegenseitige Vertrauen und das Bekenntnis zu den gemeinsamen Werten der Freiheit, Demokratie, Gerechtigkeit und Solidarität ;

im Hinblick darauf, dass die Russische Föderation der Nachfolgestaat der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken ist ;

in der Erwagung, dass der in Europa stattfindende historische Wandel neue Perspektiven eröffnet hat für die Errichtung einer gerechten und dauerhaften Friedensordnung auf dem europäischen Kontinent, die in Übereinstimmung mit der Schlussakte von Helsinki, der Charta van Paris für ein neus Europa, dem Helsinki-Dokument von 1992 "Herausforderungen des Wandels" und den anderen Dokumenten der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) und deren Verwicklichung auf der Achtung des internationalen Rechts, der Charta der Vereinten Nationen, der Menschenrechte und der Grundfreiheiten beruht ;

unter Hinweis auf die Notwendigkeit der Sicherheit und Stabilität im Bau eines neuen Europas und von dem Wunsch geleitet, dazu beizutragen ;

haben folgendes vereinbart :

Artikel 1

Die Vertragsparteien beschliessen, ihren bilateralen Beziehungen eine neue Eigenschaft der Verständigung und Partnerschaft beizumessen.

Die Vertragsparteien entwickeln ihre Beziehungen als befreundete Staaten auf der Grundlage der Gleichberechtigung, der Achtung der Souveränität und der politischen Unabhängigkeit beider Staaten, des gegenseitigen Bekennisses zu den Prinzipien der Freiheit, der Demokratie, des Vorrangs des Gesetzes und der Menschenrechte sowie der getreuen Befolgung von Geist und Buchstabe der Charta von Paris für ein neues Europa, des Helsinki-Dokuments von 1992 "Herausforderungen des Wandels" und der anderen Dokumente der KSZE.

Diese neue Eigenschaft der Verständigung und Partnerschaft, die vom Willen der Vertragsparteien ausgeht, die Folgen der Teilung Europas in entgegengesetzte Blöcke zu überwinden, kommt in allen Bereichen der bilateralen Beziehungen zum Ausdruck.

Artikel 2

Die Vertragsparteien tragen mit allen ihnen zur Verfügung stehenden Mitteln zur Stärkung der Autorität, Rolle und Wirksamkeit der Organisation der Vereinten Nationen sowie zur uneingeschränkten Achtung der Charta der Vereinten Nationen durch alle Mitgliedstaaten bei.

Die Vertragsparteien bestätigen ihr vorbehaltloses Bekenntnis zu den in der Charta der Vereinten Nationen enthaltenen Prinzipien der friedlichen Beilegung von Streitfällen.

Die Vertragsparteien arbeiten aktiv zusammen bei der Entwicklung eines wirksamen Vorgehens im Bereich der präventiven Diplomatie.

Artikel 3

Die Vertragsparteien bestätigen die entscheidende Rolle, die die KSZE bei der Entwicklung der Stabilität und der Sicherheit in Europa spielen kann, und betonen die grundsätzliche Bedeutung der Bestimmungen der Schlussakte von Helsinki, der Charta von Paris für ein neues Europa, des Helsinki-Dokuments von 1992 "Herausforderungen des Wandels" und der anderen Dokumente der KSZE.

Die Vertragsparteien fördern die Stärkung der KSZE, um die Achtung der Menschenrechte, der Demokratie und des Rechtsstaates zu gewährleisten und Streitfälle mit friedlichen Mitteln zu verhindern und beizulegen.

Die Vertragsparteien legen besonderen Wert auf die Stärkung der Handlungsfähigkeit der KSZE in den Bereichen der präventiven Diplomatie und der Konfliktbewältigung.

Artikel 4

Die Vertragsparteien sind sich darin einig, dass Sicherheit und Stabilität auf Dialog, Partnerschaft und Zusammenarbeit sowie auf der praktischen Durchführung des Prinzips der ausreichenden Verteidigung fussen müssen.

Sie sind der Meinung, dass eine Friedensordnung in Europa ausgehend von der Achtung der geschlossenen Abkommen die vollständige Durchführung des CFE-Vertrags, die Fortsetzung der Bemühungen um eine Verminderung und Kontrolle der Streitkräfte und Rüstungen, die Entwicklung vertrauensbildender Massnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit und die Stabilität auf dem Kontinent und die Nichtverbreitung von Massenvernichtungswaffen voraussetzt.

Die Vertragsparteien bekräftigen ihr Bekenntnis zum Vertrag von 1968 über die Nichtverbreitung von Kernwaffen, zu den Richtlinien, die die Gruppe der Nuklearmateriallieferanten festgelegt hat, zum Übereinkommen von 1972 über biologische und Toxinwaffen und

zum Übereinkommen von 1993 über das Verbot und die Vernichtung chemischer Waffen und ergreiften die Massnahmen, die notwendig sind, um auszuschliessen, dass Ausgangsmaterial, Technologien oder Ausrüstungen für Kernwaffen oder andere Massenvernichtungswaffen an andere Länder weitergegeben werden.

Artikel 5

Die Vertragsparteien anerkennen die wichtige Rolle der Europäischen Union sowie den beachtlichen Beitrag der internationalen Wirtschafts- und Finanzorganisationen zu einer ausgeglichenen Entwicklung der Weltwirtschaft und zur politischen und wirtschaftlichen Entwicklung in Europa.

Die Vertragsparteien sind der Meinung, dass der Erfolg der Reformen, der Übergang zur Marktwirtschaft und die Eingleiderung Russlands in die Weltwirtschaft durch eine Annäherung an die Europäische Union begünstigt werden, insbesondere indem Russland und die Europäische Union geeignete Abkommen wie ein Partnerschafts- und Zusammenarbeitsabkommen schliessen.

Die Vertragsparteien unterstützen die Zusammenarbeitsbemühungen, die im Rahmen des Europarates unternommen werden. Sie anerkennen insbesondere die Bedeutung der Programme, die auf die Entwicklung des Rechts und die Stärkung des demokratischen Institutionen gerichtet sind.

Artikel 6

Die Vertragsparteien intensivieren bilaterale Treffen auf angepasster Ebene sowohl im politischen Bereich als auch zwischen technischen Sachverständigen, ungeachtet der regelmässigen Kontakte anlässlich der zahlreichen Treffen, die auf multilateraler Ebene und im Rahmen der Europäischen Union stattfinden. Diese Treffen beziehen sich auf alle Fragen allgemeinen Interesses.

Die Vertragsparteien fördern regelmässige Konsultationen über aktuelle Themen auf Ebene des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten.

Artikel 7

Die Vertragsparteien anerkennen die Bedeutung der Entwicklung von Kontakten und der Informationsaustauschs im militärischen Bereich. In diesem Kontext erwägen sie, Besuche militärischer Delegationen auf verschiedenen Ebenen zu veranstalten und Meinungen auszutauschen.

Zu diesem Zweck erstellen sie bilaterale Programme für militärische Kontakte.

Artikel 8

Die Vertragsparteien arbeiten zusammen im humanitären Bereich, wobei sie der Achtung der weltweit anerkannten Normen der Demokratie und der Menschenrechte eine grundlegende Bedeutung beimessen, insbesondere um die Tätigkeit der karitativen Organisationen zu erleichtern. Gegebenenfalls treffen sie Verwaltungsvereinbarungen mit den Ortsbehörden, um das Eingreifen in Notsituationen zu erleichtern.

Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Zusammenarbeit bei Untersuchungen, die ihre Staatsangehörigen betreffen, die sich infolge verschiedener Umstände auf dem Staatsgebiet der anderen Vertragspartei befunden haben oder dort als vermisst gemeldet sind. In diesem Zusammenhang verpflichten sie sich, ein Abkommen zu schliessen, das den Nachforschern der anderen Partei Zugang zu den Archivalien gibt, in denen sich Informationen über das Schicksal der obenerwähnten Staatsangehörigen befinden könnten.

Die Vertragsparteien verpflichten sich, hinsichtlich der Rückgabe der Archivalien zusammenzuarbeiten.

Artikel 9

Die Vertragsparteien sind der Meinung, dass Bereiche wie Kultur, Unterrichtswesen, berufliche Ausbildung, Gesundheitswesen und wissenschaftliche Forschung zu den wichtigen Bestandteilen ihrer Zusammenarbeit gehören.

In diesen Bereichen, für die im Königreich Belgien die Gemeinschaften und Regionen zuständig sind, ist die Russische Föderation bereit, mit den obenerwähnten Behörden gemäß den in beiden Ländern geltenden Verfassungs- und Gesetzesvorschriften entsprechende Abkommen abzuschliessen.

Artikel 10

Die Vertragsparteien heben die Bedeutung einer besseren Kenntnis ihrer jeweiligen Rechtssysteme hervor.

Sie fördern die Zusammenarbeit zwischen den gerichtlichen und öffentlich-rechtlichen Einrichtungen beider Staaten einschließlich der Rechtshilfe in Zivil- und Strafsachen sowie Zusammenarbeit im Kampf gegen die Kriminalität, den illegalen Handel mit Rauschgift und psychotropen Stoffen, internationale Terrorakte und den Schleichhandel einschließlich des illegalen grenzüberschreitende Handels mit kulturellen Gütern.

Die belgische Partei begrüßt die Absicht der Russischen Föderation, den non den Mitgliedstaaten des Europarates geschlossenen Abkommen über die Zusammenarbeit im Kampf gegeven die Kriminalität beizutreten, und wird diesen Beitritt unterstützen.

Artikel 11

Unbeschadet der Befugnisse der Gemeinschaften und Regionen des Königreichs Belgien und der konstitutiven Teilgebiete der

Russischen Föderation in Sachen internationaler Zusammenarbeit unterstützen die Vertragsparteien die Vertiefung der gegenseitigen Zusammenarbeit auf den Gebieten der Wirtschaft, der Energie, des Transports, der Telekommunikation, der Finanzen und der Landwirtschaft mit besonderer Aufmerksamkeit für die Entwicklung von Perfektionierungsprogrammen für Führungskräfte von Unternehmen und Finanzinstituten.

Nötigenfalls werden von den zuständigen Behörden der Vertragsparteien neue Zusammenarbeitsprogramme ausgearbeitet, vor allem für die Zusammenarbeit auf den Gebieten der Agrarindustrie, der Privatisierung, der Finanz- und Bankdienstleistungen, der Verteilernetze, der Telekommunikation, der Informatik, des Transports, der Energie und der friedlichen Nutzung von Kernenergie, insbesondere der nuklearen Sicherheit und der Wiedergewinnung von militärischen Spaltstoffen für zivile Zwecke.

In diesem Kontext kommen die Vertragsparteien überein, dass die Tätigkeiten des Gemischten Ausschusses über die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Russischen Föderation und der Belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion (BLWU) infolge des Übergangs der Russischen Föderation zur Marktwirtschaft der neuen Situation angepasst werden müssen.

Die Vertragsparteien tragen dazu bei, Bedingungen zu schaffen, die das Knüpfen direkter Kontakte, die Tätigkeit von Unternehmen und anderen Rechtspersonen, die Förderung und den Schutz von Investitionen und die Förderung des Austauschs wirtschaftlicher Information begünstigen.

Sie verpflichten sich dazu, die bestehenden juristischen Instrumente zu aktualisieren und wirksamer zu gestalten sowie neue Instrumente zu schaffen, die der neuen Wirtschafts- und Rechtslage in der Russischen Föderation angepasst sind.

Artikel 12

Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien bemühen sich darum, die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Wissenschaft, der

Technik und der Raumfahrt sowie auf dem Gebiet des Umweltschutzes im Hinblick auf eine friedliche Anwendung der Errungenschaften der modernen Wissenschaft und Technologie zu erweitern und zu vertiefen. Sie fördern den wissenschaftlichen Austausch und die Durchführung gemeinsamer Projekte.

Artikel 13

Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Konsultation in Streitfragen, die von jeder Vertragspartei aufgeworfen werden könnten in Zusammenhang mit den finanziellen und materiellen Aspekten der Güter und Interessen der natürlichen und Juristischen Personen beider Länder.

Artikel 14

Die Vertragsparteien gewährleisten auf der Basis der Gegenseitigkeit, dass die Bedingungen für die normale Tätigkeit diplomatischer und konsularischer Vertretungen sowie anderer offizieller Missionen der andere Partei erfüllt sind.

Die Parteien möchten die Verpflichtungen der KSZE in Sachen Bewegungs- und Reisefreiheit für alle Bürger der Vertragsparteien auf ihren Territorien verwicklichen und verpflichten sich daher, diesen Verpflichtungen Rechnung zu tragen, um unter Einhaltung der internationalen Abkommen, an die sie bereits gebunden sind, die zu diesem Zweck notwendigen bilateralen Abkommen zu schliessen.

Artikel 15

Vorliegender Vertrag ändert in keiner Weise die Verpflichtungen der Vertragsparteien, die sich aus anderen Verträgen ergeben, in denen sie ebenfalls als Vertragspartei austreten. Der Vertrag berührt keineswegs die Verpflichtungen der Vertragsparteien Drittländern gegenüber und ist gegen keines von ihnen gerichtet.

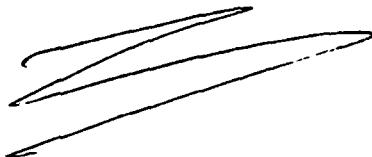
Artikel 16

Jede der Vertragsparteien notifiziert der anderen den Abschluss der Verfahren, die aufgrund ihrer Rechtsvorschriften für das Inkrafttreten des vorliegenden Vertrags erforderlich sind. Vorliegender Vertrag tritt 30 Tage empfang der letzten Notification in Kraft.

Dieser Vertrag wird für eine Dauer von 5 Jahren geschlossen. Seine Gültigkeit wird stillschweigend um jeweils zwei Jahre verlängert, es sei denn, dass eine der Vertragsparteien der anderen sechs Monate vor Ende der laufenden Gültigkeitsperiode schriftlich ihre Absicht mitteilt, den Vertrag aufzukündigen.

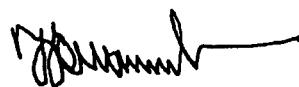
GESCHEHEN zu Brüssel, am 8. Dezember 1993, in zwei Urkunden, jede in russischer, französischer, niederländischer und deutscher Sprache, wobei jeder der vier Texte gleichermaßen rechts-gültig sind.

FÜR DAS KÖNIGREICH BELGIEN :



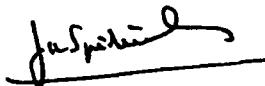
J.-L. DEHAENE
Premierminister

FÜR DIE RUSSISCHE FÖDERATION :



B. JELZIN
Präsident

FÜR DIE WALLONISCHE REGIONALREGIERUNG :



G. SPITAEELS,
Minister-Vorsitzender,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B.
und den Aussenbeziehungen

FÜR DIE FLAMISCHE REGIERUNG :



L. VAN DEN BRANDE,
Minister-Vorsitzender
und Minister beauftragt mit der Wirtschaft,
den K.M.B., der Wissenschaftspolitik, der Energie
und den Aussenbeziehungen

FÜR DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN
GEMEINSCHAFT :



J. MARAITE,
Minister-Vorsitzender
und Gemeinschaftsminister für Finanzen,
internationale Beziehungen, Gesundheit und Familie,
Sport und Tourismus

FÜR DIE REGIERUNG DER REGION
BRÜSSEL-HAUPTSTADT :



J. CHABERT,
Minister der Finanzen, des Haushalts,
des Öffentlichen Dienstes und
der Aussenbeziehungen

FÜR DIE REGIERUNG DER
FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT :



L. ONKELINX,
Ministerin-Vorsitzende,
beauftragt mit der Gesundheit, den
Sozialen Angelegenheiten und dem Tourismus

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Д О Г О В О Р

МЕЖДУ КОРОЛЕВСТВОМ БЕЛЬГИЯ И РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИЕЙ
О СОГЛАСИИ И СОТРУДНИЧЕСТВЕ

Королевство Бельгия и Российская Федерация, ниже именуемые
договаривающимися Сторонами,

опираясь на связи дружбы и сотрудничества между их
народами, взаимное доверие и приверженность общим ценностям
свободы, демократии, справедливости и солидарности,

констатируя, что Российская Федерация является
государством — продолжателем Союза Советских Социалистических
Республик,

считая, что происходящие в Европе исторические перемены
открыли перспективы создания на Европейском континенте
справедливого и прочного мирного порядка, основанного на
уважении международного права, Устава Организации Объединенных
Наций, прав человека и основных свобод в соответствии с
хельсинкским Заключительным актом, Парижской хартией для новой
Европы, Хельсинкским документом 1992 года "Вызов времени
перемен" и другими документами Совещания по безопасности и
сотрудничеству в Европе (СБСЕ),

подчеркивая необходимость обеспечения безопасности и
стабильности при построении новой Европы и стремясь этому
содействовать,

договорились о нижеследующем:

Статья 1

Договаривающиеся Стороны решили придать своим двусторонним
отношениям новое качество согласия и партнерства.

Договаривающиеся Стороны будут развивать свои отношения
как дружественные государства на основе равноправия, уважения
сouverенитета и политической независимости обоих государств,
обоюдной приверженности принципам свободы, демократии,
верховенства закона и прав человека, а также соблюдения буквы и
духа Парижской хартии для новой Европы, Хельсинкского документа
1992 года "Вызов времени перемен" и других документов СБСЕ.

Это новое качество согласия и партнерства, основанное на решимости Договаривающихся Сторон преодолеть последствия раскола Европы на противостоящие блоки, будет находить свое выражение во всех сферах двусторонних отношений.

Статья 2

Договаривающиеся Стороны будут всеми имеющимися в их распоряжении средствами содействовать усилению авторитета, роли и эффективности Организации Объединенных Наций, а также полному уважению всеми государствами-членами Устава ООН.;

Договаривающиеся Стороны подтверждают свою безоговорочную приверженность содержащимся в Уставе ООН принципам мирного урегулирования споров.

Договаривающиеся Стороны будут активно сотрудничать в реализации эффективных действий в области превентивной дипломатии.

Статья 3

Договаривающиеся Стороны подтверждают решающую роль, которую может сыграть СБСЕ в деле укрепления стабильности и безопасности в Европе, и подчеркивают принципиальное значение положений хельсинкского Заключительного акта, Парижской хартии для новой Европы, Хельсинкского документа 1992 г. "Вызов времени перемен", а также других документов СБСЕ.

Договаривающиеся Стороны будут способствовать укреплению СБСЕ в целях обеспечения гарантий прав человека, демократии и правового государства, предотвращения и урегулирования споров мирными средствами.

Договаривающиеся Стороны придают особое значение укреплению способности СБСЕ к действиям в сферах превентивной дипломатии и урегулирования конфликтов.

Статья 4

Договаривающиеся Стороны согласны в том, что безопасность и стабильность должны основываться на диалоге, партнерстве и

сотрудничестве, а также на реализации на практике принципа оборонной достаточности. Они считают, что мирный порядок в Европе предполагает, на основе соблюдения заключенных соглашений, полное претворение в жизнь Договора об ОВСЕ, продолжение усилий по сокращению и контролю над вооружениями и вооруженными силами, выработку мер доверия, направленных на гарантирование безопасности и стабильности на континенте, а также нераспространение оружия массового уничтожения.

Договаривающиеся Стороны подтверждают свою приверженность Договору о нераспространении ядерного оружия 1968 года, директивам, согласованным группой стран - поставщиков ядерных материалов, Конвенции о запрещении разработки, производства и накопления запасов бактериологического (биологического) и токсичного оружия и об их уничтожении 1972 года и Конвенции о запрещении разработки, производства, накопления и применения химического оружия и о его уничтожении 1993 года и будут принимать необходимые меры с тем, чтобы исключить передачу другим странам материалов, технологий или оборудования ядерного оружия или других видов оружия массового уничтожения в этих странах.

Статья 5

Договаривающиеся Стороны признают важную роль Европейского Союза, а также значительный вклад международных экономических и финансовых организаций в сбалансированное развитие мировой экономики, в политическое и экономическое развитие Европы.

Договаривающиеся Стороны считают, что успеху реформ, переходу к рыночной экономике и интеграции России в мировую экономику способствует ее сближение с Европейским Союзом, в частности путем заключения между ними соответствующих соглашений, таких как соглашение о партнерстве и сотрудничестве.

Договаривающиеся Стороны поддерживают усилия по сотрудничеству в рамках Совета Европы. Они признают, в частности, важность программ, нацеленных на развитие права и усиление демократических институтов.

Статья 6

Договаривающиеся Стороны активизируют двусторонние встречи на соответствующем уровне - как на политическом, так и на экспертно-техническом - наряду с регулярными контактами в ходе различных встреч на многостороннем уровне /и в рамках Европейского Союза. На этих встречах будут обсуждаться все вопросы, представляющие взаимный интерес.

Договаривающиеся Стороны содействуют проведению регулярных консультаций на уровне Министерств иностранных дел по актуальным вопросам.

Статья 7

Договаривающиеся Стороны считают важным развитие контактов и обменов информацией в военной области. В этом контексте они предусматривают визиты военных делегаций на различных уровнях и обмены мнениями.

С этой целью они составляют двусторонние программы военных контактов.

Статья 8

Договаривающиеся Стороны сотрудничают в гуманитарной сфере, придавая первостепенное значение соблюдению общепринятых норм демократии и прав человека, в частности с тем, чтобы содействовать деятельности благотворительных организаций. Они будут достигать, в случае необходимости, административных договоренностей с местными властями, чтобы способствовать действиям в чрезвычайных обстоятельствах.

Договаривающиеся Стороны будут сотрудничать в выяснении судеб их граждан, оказавшихся в связи с различными обстоятельствами на территории другой Договаривающейся Стороны, либо пропавших там без вести. В этих рамках они заключат соглашение с тем, чтобы разрешить исследователям другой Стороны доступ к архивам, где могли бы содержаться сведения о вышеупомянутых гражданах.

Договаривающиеся Стороны будут сотрудничать в области возвращения архивов.

Статья 9

Договаривающиеся Стороны считают, что такие сферы, как культура, образование, профессиональная подготовка, здравоохранение и научные исследования, являются одной из важных областей их сотрудничества.

В этих областях, которые находятся в компетенции Сообществ и Регионов Королевства Бельгия, Российская Федерация готова заключить с упомянутыми Сообществами и Регионами соответствующие Соглашения и Договоренности согласно конституционным и законодательным предписаниям, действующим в обеих странах.

Статья 10

Договаривающиеся Стороны подчеркивают важность лучшего взаимного ознакомления с юридическими системами друг друга.

Договаривающиеся Стороны содействуют сотрудничеству между учреждениями юстиции и правоохранительными органами обоих государств, включая взаимную правовую помощь по гражданским и уголовным делам и сотрудничество в борьбе с преступностью, незаконным оборотом наркотических средств и психотропных веществ, террористическими актами международного характера и контрабандой, в том числе незаконным перемещением через границу культурных ценностей.

Бельгийская Сторона благожелательно относится к намерению Российской Федерации и окажет ей содействие в присоединении к соглашениям о сотрудничестве в области борьбы с преступностью, заключенным государствами - членами Совета Европы.

Статья 11

Без ущерба для компетенций Сообществ и Регионов Королевства Бельгия и субъектов Российской Федерации в сфере международного сотрудничества Договаривающиеся Стороны способствуют углублению взаимного сотрудничества в области

экономики, энергетики, транспорта, связи, финансов и сельского хозяйства, придавая особое значение развитию программ повышения квалификации работников предприятий и финансовых организаций.

По мере необходимости компетентные власти Договаривающихся Сторон будут вырабатывать новые программы сотрудничества, в первую очередь в таких областях, как агропромышленный комплекс, приватизация, финансовые услуги и банковское дело, торговая сеть, связь, информатика, транспорт, энергетика, использование атомной энергии в мирных целях, в частности ядерная безопасность и переработка военных расщепляющихся материалов для их использования в гражданских целях.

В данном контексте Договаривающиеся Стороны полагают, что деятельность Смешанной комиссии по экономическому сотрудничеству между Бельгийско-Люксембургским Экономическим Союзом (БЛЭС) и Россией должна быть адаптирована к новой ситуации, складывающейся в связи с переходом Российской Федерации к рыночной экономике.

Договаривающиеся Стороны содействуют созданию благоприятных условий для установления прямых связей и деятельности предприятий и других юридических лиц, поощрению и защите капиталовложений, развитию обменов экономической информацией.

Они будут обновлять существующие юридические документы, придавать им действенность и создавать новые, которые будут адаптированы к новой экономической и юридической ситуации в Российской Федерации.

Статья 12

Компетентные власти Договаривающихся Сторон будут содействовать расширению и углублению сотрудничества в сферах науки, техники, космических исследований и защиты окружающей среды в целях использования достижений современной науки и технологий в мирных целях. Они поощряют научные обмены и осуществление совместных проектов.

Статья 13

Договаривающиеся Стороны обязуются провести консультации по спорным вопросам, которые могут подниматься каждой из Договаривающихся Сторон относительно финансовых и материальных аспектов имущества и интересов физических и юридических лиц обеих стран.

Статья 14

Договаривающиеся Стороны обеспечивают на основе взаимности условия для нормальной деятельности дипломатических и консульских учреждений, а также иных официальных представительств другой Стороны.

В целях конкретизации обязательств в рамках СБСЕ о свободе передвижений и поездок для всех граждан Договаривающихся Сторон на их территориях они примут во внимание эти обязательства для заключения необходимых двусторонних договоренностей в соответствии с международными соглашениями, уже заключенными каждой из Сторон в этой сфере.

Статья 15

Настоящий Договор ни в чем не изменяет обязательств, которые связывают Договаривающиеся Стороны в соответствии с другими договорами, участниками которых они являются. Он ни в чем не затрагивает обязательств Договаривающихся Сторон по отношению к третьим странам и не направлен против какой-либо из них.

Статья 16

Каждая из Договаривающихся Сторон уведомляет другую Договаривающуюся Сторону о завершении процедур, предусмотренных ее законодательством для вступления в силу настоящего Договора. Настоящий Договор вступает в силу через 30 дней после получения последнего уведомления.

Настоящий Договор заключен сроком на 5 лет. Его действие будет продлеваться по молчаливому согласию на каждые последующие два года, если ни одна из Сторон не уведомит другую Сторону в письменной форме за 6 месяцев до истечения соответствующего срока его действия о своем решении денонсировать Договор.

Совершено в Брюсселе 6 декабря 1993 года в двух экземплярах, на французском, нидерландском, немецком и русском языках, причем все четыре текста имеют одинаковую силу.

ЗА КОРОЛЕВСТВО БЕЛЬГИЯ

Ж.-П. ДЕХАНЕ
ПРЕМЬЕР-МИНИСТР

ЗА РОССИЙСКУЮ ФЕДЕРАЦИЮ

Б. ЕЛЬЦИН

ПРЕЗИДЕНТ

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TREATY OF HARMONY AND COOPERATION BETWEEN THE KINGDOM
OF BELGIUM AND THE RUSSIAN FEDERATION

The Kingdom of Belgium and the Russian Federation,

Hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Recalling the relations of friendship and cooperation between their peoples, their mutual trust and their commitment to shared values of freedom, democracy, justice and solidarity;

Noting that the Russian Federation is the successor State to the Union of Soviet Socialist Republics;

Considering that the historic changes under way in Europe have opened the way for the establishment of a just and lasting peace on the European continent based on respect for international law, the Charter of the United Nations, human rights and fundamental freedoms, in accordance with the Helsinki Final Act, the Charter of Paris for a New Europe, the Helsinki Document 1992 -- Challenges of Change and other documents of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), and also based on their implementation;

Emphasizing the need for security and stability in the construction of a new Europe, and desiring to contribute to it;

Have agreed as follows:

Article 1

The Contracting Parties hereby decide to base their bilateral relations on a new quality of understanding and partnership.

The Contracting Parties shall develop their relations as friendly States on the basis of equality of rights, respect for the sovereignty and political independence of the two States, a common commitment to the principles of freedom, democracy, primacy of law and human rights, as well as faithfulness to the spirit and the letter of the Charter of Paris for a New Europe, the Helsinki Document 1992 -- Challenges of Change and other CSCE documents.

This new quality of understanding and partnership, which stems from the will of the Contracting Parties to overcome the consequences of the division of Europe into opposing blocs, shall be reflected in all areas of bilateral relations.

Article 2

The Contracting Parties shall contribute by all means at their disposal to the strengthening of the authority, role and effectiveness of the United Nations and to ensuring full respect for the Charter of the United Nations by all Member States.

The Contracting Parties confirm their unconditional commitment to the principles of the peaceful settlement of disputes contained in the Charter of the United Nations.

The Contracting Parties shall cooperate actively in developing effective preventive diplomacy.

Article 3

The Contracting Parties confirm the decisive role that CSCE can play in developing stability and security in Europe, and emphasize the fundamental importance of the provisions of the Helsinki Final Act, the Charter of Paris for a New Europe, the Helsinki Document 1992 -- Challenges of Change and other CSCE documents.

The Contracting Parties shall foster the strengthening of CSCE with a view to ensuring respect for human rights, democracy and the rule of law and preventing and settling disputes peacefully.

The Contracting Parties attach particular importance to the strengthening of the capacity of CSCE to take action in the areas of preventive diplomacy and conflict management.

Article 4

The Contracting Parties agree that security and stability must be based on dialogue, partnership and cooperation, and the practical implementation of the principle of sufficient defence.

They consider that peace in Europe presupposes, on the basis of observance of past agreements, the full implementation of the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe, the continuation of efforts to reduce and control armed forces and armaments, the development of confidence-building measures aimed at guaranteeing security and stability on the continent and the non-proliferation of weapons of mass destruction.

The Contracting Parties reaffirm their commitment to the 1968 Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, the Guidelines defined by the Nuclear Suppliers Group, the 1972 Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on Their Destruction and the 1993 Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction, and shall take the measures necessary to prevent the transfer to other countries of material, technologies or equipment for nuclear weapons or other types of weapons of mass destruction within those countries.

Article 5

The Contracting Parties acknowledge the important role of the European Union and the considerable contribution of the international economic and financial organizations in the balanced development of the world economy and in the political and economic development of Europe.

The Contracting Parties consider that the success of reforms in Russia, its transition to a market economy and its integration into the world economy are furthered by its closer re-

lations with the European Union, especially by the conclusion by the European Union and Russia of appropriate agreements, such as an agreement on partnership and cooperation.

The Contracting Parties support cooperation efforts in the framework of the Council of Europe. They recognize in particular the importance of programmes aimed at developing the law and strengthening democratic institutions.

Article 6

The Contracting Parties shall intensify their bilateral meetings of politicians and technical experts at an appropriate level, while maintaining regular contacts at numerous multilateral meetings and within the framework of the European Union. These meetings shall address all questions of common interest.

The Contracting Parties shall foster regular consultations on topical subjects at the level of the Ministry of Foreign Affairs.

Article 7

The Contracting Parties recognize the importance of developing contacts and exchanging information on military matters. In this context, they plan to organize visits of military delegations at various levels and exchanges of views.

To that end, they shall establish bilateral military contact programmes.

Article 8

The Contracting Parties shall cooperate in humanitarian matters, attaching fundamental importance to respect for the universally recognized standards of democracy and human rights, in particular with a view to facilitating the activities of charitable organizations. They shall, when necessary, make administrative arrangements with the local authorities to facilitate emergency activities.

The Contracting Parties shall cooperate in establishing the whereabouts of their nationals who for various reasons are in the territory of the other Contracting Party or have been declared missing there. To this end, they shall conclude an agreement to grant investigators from the other Party access to records in which information on the whereabouts of such nationals may be found.

The Contracting Parties shall cooperate in the matter of the return of records.

Article 9

The Contracting Parties consider that areas such as culture, education, vocational training, health and scientific research are an important focus of their cooperation.

In these areas, in which the Communities and Regions of the Kingdom of Belgium are competent, the Russian Federation is prepared to conclude appropriate Agreements with these authorities, in accordance with the constitutional and legal prescriptions in force in the two countries.

Article 10

The Contracting Parties emphasize the importance of ensuring a better mutual understanding of their respective judicial systems.

They shall foster cooperation between the judicial institutions and the law enforcement bodies of the two States, including mutual legal assistance in civil and criminal matters and cooperation in combating crime, illegal trafficking in narcotics and psychotropic substances, international terrorism and contraband, including the illicit transfrontier transfer of cultural property.

The Belgian Party shall consider favourably the intention of the Russian Federation to accede to the agreements concluded by the member States of the Council of Europe on co-operation in combating crime, and will support such efforts.

Article 11

Without prejudice to the competencies of the Communities and Regions of the Kingdom of Belgium and the Constituent Entities of the Russian Federation regarding international cooperation, the Contracting Parties shall foster the strengthening of reciprocal cooperation concerning the economy, energy, transport, telecommunications, finance and agriculture, attaching particular importance to the development of further training programmes for supervisory staff of enterprises and of financial bodies.

New cooperation programmes shall be developed as needed by the competent authorities of the Contracting Parties, in particular in the sectors of agro-industry, privatization, financial services and banking, trade and distribution systems, telecommunications, computer services, transport, energy and the peaceful use of nuclear energy, especially in respect of nuclear safety and the recycling of military fissile materials for civilian use.

In this context, the Contracting Parties agree that the activities of the Joint Commission on Economic Cooperation of the Russian Federation and the Belgium-Luxembourg Economic Union (BLEU) will have to be adapted to the new situation resulting from the transition of the Russian Federation to a market economy.

The Contracting Parties shall contribute to the creation of conditions conducive to the establishment of direct contacts and to activities by enterprises and other legal entities, to the encouragement and protection of investment and to the promotion of the exchange of economic information.

They shall update and make effective the existing legal instruments and create new ones which are adapted to the new economic and legal situation in the Russian Federation.

Article 12

The competent authorities of the Contracting Parties shall endeavour to broaden and improve cooperation in the areas of science, technology, space exploration and environmental protection, with a view to using the benefits of modern science and technology for peaceful purposes. They shall encourage scientific exchanges and the implementation of joint projects.

Article 13

The Contracting Parties undertake to hold consultations on matters of dispute which may be raised by either Contracting Party relating to the financial and material aspects of the property and interests of the physical persons and legal entities of the two countries.

Article 14

The Contracting Parties shall ensure, on a reciprocal basis, the conditions for normal activities of the diplomatic and consular missions and other official missions of the other Party.

In order to give concrete form to the commitments of CSCE concerning freedom of movement and of travel for all nationals of the Contracting Parties in their territories, they shall take into consideration these commitments so as to conclude the required bilateral agreements, with respect for the international agreements already binding on each of the Parties in that respect.

Article 15

This Treaty in no way modifies the commitments binding on the Contracting Parties under other treaties to which they are parties. It in no way affects the commitments of the Contracting Parties in respect of third countries and is not directed against any of them.

Article 16

Each of the Contracting Parties shall notify the other Contracting Party of the fulfilment of the procedures required by its legislation for the entry into force of this Treaty. This Treaty shall enter into force 30 days after the date of receipt of the last notification.

This Treaty is concluded for a period of five years. Its validity shall be extended tacitly for two-year periods thereafter, unless one of the Contracting Parties notifies the other in writing, six months before the expiry of the current period of validity, of its decision to denounce the Treaty.

Done at Brussels, on 8 December 1993, in two original copies in French, Dutch, Russian and German, all texts being equally authentic.

For the Kingdom of Belgium:

J.-L. DEHAENE
Prime Minister

For the Russian Federation:

B. YELTSIN
President

For the Walloon Regional Government:

G. SPITAELS
Minister-President in charge of the Economy, Small and Medium-Sized Enterprises and External Relations

For the Government of Flanders:

L. VAN DEN BRANDE
Minister-President and Minister in charge of the Economy, Small and Medium-Sized Enterprises, Scientific Policy, Energy and External Relations

For the Government of the German-speaking Community:

J. MARAITE
Minister-President and Community Minister of Finance, International Relations, Health, Family, Sports and Tourism

For the Government of the Brussels Capital Region:

J. CHABERT
Minister of Finance, Budget, Civil Service and Foreign Relations

For the Government of the French-speaking Community:

L. ONKELINX
Minister-President in charge of Health, Social Affairs and Tourism

